



Atelier régional sur le partage d'expérience sur l'intégration des données des enquêtes de type 1-2-3 dans les comptes nationaux pour les Etats membres de l'UEMOA dans le cadre du projet PSR-UEMOA, AFRISTAT/Commission de l'UEMOA

Du 02 au 06 septembre 2019, Bamako (Mali)

POINTS SAILLANTS

Introduction

1. AFRISTAT a organisé, du 02 au 06 septembre 2019 à Bamako (Mali), un atelier régional sur « Partage d'expériences sur l'intégration des données des enquêtes de type 1-2-3 dans les comptes nationaux : échanges entre comptables nationaux et statisticiens d'enquêtes », dans le cadre des activités du volet Comptabilité Nationale du PSR-UEMOA.
2. Etaient présents à cet atelier, deux comptables nationaux et un statisticien d'enquête de chacun des huit (8) Etats membres : Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Guinée Bissau, Mali, Niger, Sénégal et Togo.
3. Ont également pris part aux travaux les représentants d'AFRISTAT, de la BCEAO et de la Commission de l'UEMOA. Le représentant d'AFRITAC de l'Ouest n'a pas pu prendre part à cet atelier. La liste des participants est à l'annexe 3.

Session 0 : Ouverture de l'atelier

4. Le mot de bienvenue a été prononcé par Monsieur Namaro YAGO, Directeur du Centre Statistique de la Commission de l'UEMOA. Dans son allocution, il a souhaité la bienvenue aux participants et a insisté sur l'importance de cet atelier. C'est à ce titre qu'il a salué l'initiative d'AFRISTAT d'organiser le présent atelier regroupant une équipe pluridisciplinaire appelée à travailler en symbiose dans les INS pour la conception d'opérations statistiques novatrices répondant aux défis de besoins de données comparables dans le temps et dans l'espace et aussi pour la valorisation des données produites à des coûts importants (financiers, humains, temps). En outre, il a indiqué que sur l'ensemble des volets couverts par le PSR, la Commission souhaite que les résultats atteints fassent l'objet d'une large diffusion et que des actions de valorisation des données soient mises en œuvre par les acteurs concernés : INS, AFRISTAT, la Commission de l'UEMOA et la Communauté des utilisateurs.
5. Le discours d'ouverture des travaux a été prononcé par Monsieur Cosme VODOUNOU, Directeur Général d'AFRISTAT. Dans son allocution, il a souhaité la bienvenue aux participants et les a remerciés pour leur présence effective malgré leur calendrier de travail très chargé. Il a insisté sur l'importance de cet atelier technique du volet comptabilité nationale du PSR 2015-2020, tout en informant les participants que d'autres ateliers du genre seront organisés dans les mois à venir couvrant des thématiques liées aux différents aspects des comptes nationaux. En outre, Il a rappelé la qualité de la collaboration entre AFRISTAT et la Commission de l'UEMOA à travers plusieurs activités de renforcement des capacités dont le présent atelier. Il a mis en exergue les éléments importants qui justifient le choix du thème de l'atelier dans un contexte de mutations profondes des structures économiques mondiales, régionales, sous régionales et nationales.
6. Après un tour de table qui a donné l'occasion à chacun des participants de se présenter, le programme de travail a été adopté et figure à l'annexe 2. Les travaux de l'atelier ont été présidés par AFRISTAT et la Commission de l'UEMOA.
7. L'objectif général de l'atelier est de partager les expériences sur l'intégration des données des enquêtes de type 1-2-3 dans les comptes nationaux des Etats membres.
8. Plus spécifiquement, il s'agit de :
 - Présenter les expériences de conduite de l'enquête dans les Etats ;
 - Examiner le processus d'intégration des résultats des enquêtes de type 1-2-3 dans le changement d'année de base ;

- Echanger sur les améliorations futures à apporter sur les outils techniques de ces enquêtes, notamment sur l'emploi et le secteur informel pour une meilleure exploitation dans les comptes nationaux ;
- Partager les bonnes pratiques de collaboration entre les comptables nationaux et les statisticiens d'enquêtes, notamment par la prise en compte des besoins mutuels dans leurs travaux.

Session 1 : Expériences de conduite de l'enquête 1-2-3 dans les Etats

9. Dans la mise en œuvre du projet de rebasage des comptes nationaux et du passage au SCN 2008, la Commission de l'UEMOA, dans le cadre de son plan d'action d'harmonisation des comptes nationaux, a initié et financé la réalisation dans chaque pays membre l'Enquête Régionale Intégrée sur l'Emploi et le Secteur Informel (ERI-ESI) avec l'appui technique d'AFRISTAT. Cette enquête devait permettre de mieux appréhender l'emploi et la production du secteur informel dans les Comptes Nationaux. Cette session a permis de passer en revue l'expérience des pays dans la conduite des enquêtes de type 1-2-3 avec un accent sur la mise en œuvre de l'ERI-ESI.

- a. **Expérience du Bénin** : La première expérience du Bénin dans la réalisation des enquêtes de type 1-2-3 remonte à 2003. En 2018, dans le cadre de la réalisation de l'ERI-ESI, une équipe de coordination nationale a été mise en place. L'apurement des différentes bases de données de l'enquête a pris assez de temps : ménage (01 mois), Gouvernance Paix et Sécurité (01 mois), emploi (02 mois) et secteur informel (04 mois) à cause de sa densité. Au nombre des difficultés rencontrées on peut citer : des non réponses, des incohérences d'âges, pour certains modules spécifiques la réticence des enquêtés à renseigner les questions liées aux élections et à la corruption dans le module GPS. En ce qui concerne les aspects importants et leçons à tirer de l'étude, l'accent a été mis sur :
 - L'harmonisation au niveau régional des outils techniques de collecte est salubre mais des possibilités à la marge pour la prise en compte des spécificités des pays devraient être données aux INS ;
 - La capitalisation des expériences partagées sur le traitement des données au niveau régional a permis d'harmoniser les pratiques et de renforcer les capacités des experts des INS ;
 - Le dysfonctionnement de l'application de la collecte au moment du transfert des UPI du volet emploi vers le volet secteur informel invite à plus de travaux sur l'application CAPI dans les opérations futures ;
 - D'organiser dans l'avenir un atelier régional au profit des informaticiens et des statisticiens d'enquête des INS après la réalisation de la phase pilote de l'enquête.

- b. **Expérience du Burkina Faso** : La mise en œuvre de l'opération ERI-ESI a été effectuée en plusieurs étapes conformément à la méthodologie adoptée par AFRISTAT. Une équipe technique de 14 membres a assuré la réalisation technique de l'opération. Avant l'ERI-ESI, le Burkina Faso a organisé l'ENESI en 2015. Les difficultés rencontrées dans la mise en œuvre de l'ERI-ESI ont été :
 - Problèmes liés au développement de l'application CAPI (implémentations des sauts, le masque de saisie ne permettait pas de renseigner plus de 999 ZD, Problèmes de transfert des informations sur les UPI ; problème de clôture-de clôture des ZD, les contrôles de renseignement des modules, etc.)

- Des limites dans la conception de l'enquête (la non prise en compte de l'emploi des agriculteurs saisonniers, non saisis dans le volet emploi ; la mise en œuvre a été difficile du fait que le travail doit se faire principalement hors atelier, etc.)
 - Des difficultés de contrôle des données (modules entiers dans la partie informelle n'étaient pas renseignés (module PV, DC) dans certaines UPI.) ;
 - Etc.
- c. **Expérience de la Côte d'Ivoire** : L'Enquête Régionale Intégrée sur Emploi et le Secteur Informel (ERI-ESI), a été conduite par l'INS, avec l'appui de partenaires Techniques et Financiers, notamment AFRISTAT, l'UEMOA et la Banque Mondiale, à travers le projet PEJEDEC. Après l'enquête pilote qui a permis de tester le dispositif de collecte, incluant les outils, l'encadrement, les programmes, ainsi que les transferts des données, la phase de formation a démarré avec la formation des Directeurs régionaux puis celle des agents de terrain. La collecte des données a été supervisée par les Directeurs et les membres de l'équipe technique. Des ateliers nationaux et régionaux de traitement (au nombre de 4) et d'analyse (au nombre 3) ont permis de traiter et d'analyser les données. La mobilisation des fonds additionnels auprès de partenaires a permis de tenir les ateliers techniques pour le traitement des données, palliant aux difficultés de manque de ressources pour l'organisation desdits ateliers.
- d. **Expérience de la Guinée-Bissau** : En dehors de cette enquête ERI-ESI, qui est en cours de finalisation, la Guinée-Bissau n'a jamais mené l'enquête 1-2-3. Le PSR 2015-2020 a permis la réalisation de l'enquête ERI-ESI qui a débuté avec la constitution de l'équipe technique, après la signature de la convention entre AFRISTAT et l'INE, en 2015. 125 personnes ont assisté à la formation et à la fin, 105 sélectionnées pour l'enquête (84 enquêteurs et 21 contrôleurs). Un aspect important du processus est la traduction des rapports en portugais et la diffusion est considérée comme un des aspects importants pour l'appropriation en Guinée-Bissau. Les difficultés rencontrées sont :
- Accès à certaines zones dépourvues de bonnes routes et aux îles de Bolama/Bijagós ;
 - Manque de réseau internet ;
 - Problème de nomenclatures sur le terrain.
- e. **Expérience du Mali** : Les activités de collecte, de traitement et d'analyse des données de l'ERI-ESI au Mali se sont bien passées dans l'ensemble. La collecte des données s'est déroulée du 02 novembre au 31 décembre 2017 sur tout le territoire national du Mali excepté la région de Kidal. Quatre ateliers (national et régional) de traitement et d'apurement ont été organisés. Il faut noter que certaines difficultés d'ordre technique, matériel et organisationnel le long des différentes phases de mise en œuvre de l'opération ont été relevées. Il s'agit notamment :
- des difficultés d'accès à certaines ZD dues à l'insécurité ;
 - des UPI identifiées dans l'informel et qui ne viennent pas de la phase 1 sur l'emploi ;
 - des dysfonctionnements de l'application de collecte ;
 - la non-organisation d'un atelier pour la rédaction du rapport, etc.

Toutefois, il faut préciser que ces difficultés soulignées, pour lesquelles des mesures d'atténuation ont été prises, n'ont pas affecté la qualité des résultats de l'enquête.

- f. **Expérience du Niger** : l'expérience du Niger dans la réalisation des enquêtes de type 1-2-3 remonte à 2002/2003 avec l'enquête 1-2-3 (emploi, secteur informel et consommation des ménages) à Niamey dont l'objectif était de fournir des informations pour une meilleure connaissance du marché du travail et de la pauvreté dans le cadre du Projet PARSTAT de la Commission de l'UEMOA. En 2012 avec l'Enquête Nationale sur l'Emploi et le Secteur Informel (ENESI) financée par la Banque Mondiale et le PNUD, une deuxième expérience a été faite. Pour le cas spécifique de l'ERI-ESI réalisée en 2017, un comité de coordination et une équipe technique ont été mis en place. L'INS a réussi des missions d'appuis techniques dans la conduite des différentes étapes du processus. Les travaux de terrain ont duré deux (02) mois et ont mobilisé 30 équipes de terrain dont 20 équipes du volet emploi et 10 équipes du volet secteur informel. Des ateliers nationaux et régionaux ont été organisés et ont permis de stabiliser les bases de données et de rédiger les rapports de l'enquête. Des difficultés ont été rencontrées au cours des différentes phases de mise en œuvre de l'enquête. Il s'agit de :
- Problèmes d'accès dans certaines zones échantillons notamment celles en situation d'état d'urgence exigé par l'insécurité ;
 - La non fonctionnalité du dispositif initial consistant à envoyer au niveau central les données via Dropbox ;
 - Les travaux de cartographie étaient énormes par rapport à la prévision initiale.
- g. **Expérience du Sénégal** : L'expérience sénégalaise en matière de conduite d'enquêtes modulaires de type 1-2-3 se résume ainsi : enquête 1-2-3 de 2002 conduite à Dakar, Enquête nationale sur les Unités de Production informelles au Sénégal « ENES-ENUPIS » en 2015/16 et ERI-ESI en 2017. L'enquête de 2002 a été réalisée dans le cadre du PARSTAT de la Commission de l'UEMOA avec l'appui technique d'AFRISTAT et de DIAL. Dans le cadre du changement d'année de base (2014), c'est l'ENUPIS qui a été utilisée. Cette enquête a été réalisée à partir d'un échantillon d'UPI décelées par l'Enquête nationale sur l'Emploi au Sénégal de 2015. Cet échantillon a été augmenté pour tenir compte des spécificités des certaines activités. L'ERI-ESI étant réalisé en 2017, après que le Sénégal ait fini d'élaborer les comptes de la nouvelle année de base, a permis néanmoins de tirer des enseignements très importants au rang desquels :
- l'organisation recommandée au niveau communautaire par la mise en place des Comités techniques ;
 - le développement harmonisé du questionnaire et des programmes de traitement des données ;
 - les difficultés administratives rencontrées notamment la logistique et les propositions d'amélioration pour le futur ;
 - les problèmes de codification des activités et des professions dus en grande partie à un manque de formation sur les nomenclatures aussi bien pour les cadres que pour les enquêteurs.

La proximité des 2 enquêtes (ENUPIS et ERI-ESI) contribuera nécessairement à avoir une meilleure mesure des emplois et du secteur informel notamment par la possibilité offerte de pouvoir calculer des taux de croît de certaines activités du secteur informel, de tester la constance de certains coefficients techniques, etc.

- h. **Expérience du Togo** : La mise en œuvre de l'ERI-ESI au Togo a nécessité la mise à jour de l'application CAPI qui comportait un certain nombre d'insuffisances à savoir la synchronisation. La collecte proprement dite a été

mise en œuvre du 17 Aout au 19 Octobre 2017, avec 156 agents enquêteurs scindés en 36 équipes soit 24 équipes pour la phase emploi et 12 équipes pour la phase secteur informel. Afin d'apurer les données, un atelier a été réalisé au niveau national. Il a permis de stabiliser les bases, puis d'apprécier la distribution des variables de l'enquête, de détecter les erreurs de saisies ainsi que les incohérences et enfin de proposer des approches de corrections pour les valeurs aberrantes. Cependant aucune imputation des valeurs manquantes n'a été réalisée. Deux ateliers régionaux ont suivi et ont apporté des approches de solutions pour la correction des incohérences dans les données. La Comptabilité nationale a pris en main la base de données pour l'exploiter au mieux dans l'élaboration des comptes nationaux.

10. A termes des présentations pays, les échanges sur les leçons tirées de la conduite de l'enquête ont permis d'identifier trois (03) axes d'améliorations.

i. Préparation du projet

- Formation des différentes équipes de gestion du projet (Techniciens, gestionnaires, informaticiens) ;
- Améliorer la flexibilité du budget ;
- Prévoir la composition d'une équipe technique avec les niveaux de responsabilité ;
- Prévoir la phase d'élaboration des DAO par des consultants pour accélérer les passations de marchés dans le cadre de l'acquisition du matériel, sources de retard de démarrage des travaux dans certains pays ;
- Organiser des ateliers régionaux à l'intention des gestionnaires et des responsables des marchés publics ;
- Prévoir un atelier régional à mi-parcours avec les gestionnaires ;
- Examiner la possibilité d'acquérir certains équipements spécifiques au niveau régional.

j. Mise en œuvre du projet

- Organiser des ateliers de formation avec les experts pays en charge du développement de l'application et prévoir un atelier régional après la réalisation de la phase pilote ;
- Elaborer des programmes de contrôle de qualité pour les contrôleurs ;
- Prévoir le descriptif des nomenclatures en plus du code dans les applicatifs pour la vérification de la qualité de la codification sur le terrain ;
- Formation spécifique des formateurs et des agents de collecte sur les nomenclatures ;
- Améliorer les contrôles de cohérences interne au niveau du volet secteur informel ;
- Améliorer les modules de transferts/gestion de l'application et analyser la possibilité de transfert de données entre deux équipes sans la fermeture du questionnaire ;
- Mise en place d'une plateforme d'échanges (techniciens, informaticiens, gestionnaires) ;
- Prendre les dispositions pour assurer une collecte simultanée des données dans l'union ;

- Exiger les rapports de suivi de l'avancement des travaux des INS et prévoir des réunions de suivi (VC par exemple).

k. Apurement, traitement et analyse

- Disposer d'un programme unique d'exportation des données, d'apurement et des règles d'imputation harmonisées, de tabulation ;
- Prévoir le test des différents programmes à mi-parcours de la collecte à travers l'organisation des ateliers régionaux ;
- Organiser au moins deux ateliers nationaux pour chacune des phases suivantes : (i) Apurement des données, (ii) tabulation et (iii) analyse des données ;
- Organiser des ateliers régionaux d'apurement et de tabulation.
- Organiser un atelier régional pour partager les principes d'harmonisation de l'analyse et du formatage des rapports
- Prendre les dispositions pour produire les principaux résultats dans un délai de trois mois après la fin de la collecte ;

Session 2 : Processus d'intégration des résultats des enquêtes dans le changement d'année de base

11. Les comptes nationaux ont présenté leurs expériences dans le cadre du processus d'intégration des résultats des enquêtes de type 1-2-3 dans le changement d'année de base. Pour la plupart des pays, les résultats de l'Enquête Régionale Intégrée sur l'Emploi et le Secteur Informel (ERI-ESI) ont été intégrés dans les comptes nationaux. Cette enquête, initiée et financée par la Commission de l'UEMOA, est réalisée avec l'appui technique d'AFRISTAT pour mieux appréhender l'emploi, la production, ainsi que d'autres agrégats économiques du secteur informel utilisés dans les comptes nationaux. Les informations collectées sont utilisées dans le cadre de l'élaboration de la matrice de l'emploi, l'estimation de la production, des consommations intermédiaires et de la valeur ajoutées dans le secteur informel. L'enquête a été réalisée selon les méthodologies des enquêtes 1-2-3. Les questionnaires contiennent la plupart des variables de ces types d'enquêtes.

- l. **Expériences du Bénin :** Dans la présentation du Bénin, il ressort que dans l'exploitation des données, les comptes nationaux sont amenés à refaire la codification des activités et produits du fait des erreurs d'affectations des codes d'activités et de produits pendant la phase de collecte. Dans le volet emploi, le manque de certains détails a rendu très difficile la détermination des emplois réels des branches d'activités, surtout, en présence des emplois secondaires et, en particulier, dans le secteur agricole. Dans le volet secteur informel, les mesures sur la production et les consommations intermédiaires n'ont pas été bien comprises par les enquêteurs et mesurées de façon convenable. Par ailleurs, les éléments des consommations intermédiaires semblent ne pas être tous appréhendés et, en conséquence, sont très sous-estimés. Par ailleurs, à l'issue du traitement il est constaté que la majorité des branches d'activités ont été sous représentées. En conséquence, les résultats de l'enquête ont été exploités de façon partielle. Des enquêtes spécifiques ont été réalisées, notamment au niveau des activités de services de transports en vue d'intégrer leurs performances dans les comptes nationaux.
- m. **Expériences du Burkina Faso :** Dans la présentation du Burkina Faso, il ressort que lors des travaux du changement de l'année de base, plusieurs types de données d'enquêtes ont été intégrés dans les comptes nationaux. L'enquête

nationale sur l'emploi et le secteur informel (ENESI) réalisée en 2015 sur Budget national a été utilisée dans le processus de changement de l'année de base (2015). Ainsi, des travaux d'apurement complémentaire et de transcription des données en nomenclatures de comptabilité nationale ont permis de disposer de la séquence des comptes du secteur informel. Des enquêtes spécifiques ont été également réalisées et ont permis de compléter les branches insuffisamment prises en compte. La réalisation des deux enquêtes ERI-ESI 2018 et ENESI 2015 permettra la construction d'indicateurs pour la projection des données du secteur informel pour les années intermédiaires. Par ailleurs, l'enquête ERI-ESI est un important input pour le prochain changement d'année de base des comptes du Burkina Faso.

- n. **Expériences de la Côte d'Ivoire** : Dans la présentation de la Côte d'Ivoire, il ressort que les travaux d'intégration des données d'enquête ont été effectués avec l'appui des statisticiens d'enquête au cours de plusieurs ateliers. Le processus d'intégration des données a nécessité plusieurs traitements, dont la codification des branches d'activité et des produits. A ce titre, les résultats de l'enquête ERI-ESI ont été intégrés au niveau supérieur de la nomenclature pour certaines branches d'activités. La Côte d'Ivoire est actuellement sur l'élaboration des comptes de sa nouvelle année de base (2015).
- o. **Expériences de la Guinée-Bissau** : Dans sa présentation, la Guinée Bissau a indiqué les données de l'enquête ERI-ESI ont été prises en compte dans le processus de changement de l'année de base et migration vers le SCN 2008. A ce titre, l'enquête de type 1-2-3 la Guinée-Bissau a profité la structure de matrice emplois et de consommations intermédiaires. Par ailleurs, il ressort que dans le processus de réalisation de l'enquête ERI-ESI, les comptes nationaux n'ont pas été associés, ce qui a rendu difficile l'appropriation et l'exploitation des données pour les besoins des comptes nationaux.
- p. **Expériences du Mali** : Dans sa présentation, le Mali a indiqué que le processus d'intégration des données de l'enquête ERI-ESI dans les comptes nationaux est en cours, car les travaux de changement d'année de base sont à la phase de préparation des sources. Pour une exploitation utile de la base ERI ESI, les comptes nationaux ont d'abord procédé à une interprétation du contenu de la source afin de comprendre les variables à utiliser dans les comptes nationaux. L'apurement et le traitement des données pour les besoins de l'élaboration de la nouvelle année de base a relevé certaines difficultés. Pour une utilisation bénéfique des données de l'ERI-ESI, Il est envisagé que les statisticiens d'enquêtes et les comptes nationaux travaillent ensemble sur le traitement des données sous l'angle des comptes nationaux.
- q. **Expériences du Niger** : Dans sa présentation, le Niger a indiqué pour l'intégration du secteur informel dans le processus de changement d'année de base, l'enquête ENESI de 2012 est l'enquête principalement utilisée. Son questionnaire est similaire à celui de l'ERI-ESI. Il est à noter que lors de l'exécution de l'enquête ERI-ESI de 2017, les travaux sur le changement d'année de base étaient déjà engagés (année de base : 2015). Néanmoins, les premiers résultats de cette enquête ont permis d'améliorer l'estimation des données sur le secteur informel de l'année de base et par la suite de la première année courante. Par ailleurs, le Niger a réalisé des enquêtes spécifiques, sur l'orpillage, les services domestiques et la prostitution pour améliorer l'estimation des branches d'activité insuffisamment prises en comptes.

- r. **Expériences du Sénégal** : Dans sa présentation, le Sénégal indiqué que dans le cadre du Projet de Renovation des Comptes Nationaux (PRCN), l'ANSD a réalisé une Enquête nationale sur les unités de production informelle (ENUPIS), dont la méthodologie est assimilable à celle des enquêtes de type 1-2-3. A ce titre, l'Enquête nationale sur l'emploi au Sénégal (ENES 2015), réalisée dans le cadre de la mise en place d'un dispositif de suivi trimestriel de l'emploi, a servi à identifier les chefs d'UPI. Ces derniers ont été ciblés par l'ENUPIS pour disposer des données économiques sur les unités qu'ils gèrent. Les résultats de l'ENES ont été également utilisés pour établir une matrice de l'emploi au Sénégal. Quant à l'ENUPIS, elle a notamment permis d'établir les comptes de production et d'exploitation par branche d'activité du secteur informel non agricole. Ces résultats ont été combinés à d'autres sources comme les statistiques sectorielles (pour l'Agriculture par exemple), les données estimées sur les activités illégales, les monographies ciblées notamment sur l'extraction de sable et l'orpaillage, afin d'asseoir une bonne évaluation du secteur informel dans les comptes de la nouvelle année de base. En perspectives, le Sénégal envisage d'utiliser les données de l'ERI-ESI 2017 pour les comptes nationaux courants afin de bien cerner la dynamique du secteur informel.
- s. **Expériences du Togo** : Dans sa présentation, le Togo a indiqué que pour l'intégration des résultats de l'enquête ERI-ESI, un travail approfondi sur le calcul de la production, la consommation intermédiaire et la détermination des branches d'activité des unités de production a été réalisé. Par ailleurs, des travaux de reclassement des unités mal classées dans la nomenclature des branches d'activités et à une recodification de leurs productions ont été réalisés. Ensuite, il a été utilisé la structure de l'activité de production au cours du dernier mois d'activité (qui présente les informations par produits) pour répartir la production annuelle et la consommation intermédiaire par produit. La branche d'activité de l'UPI est celle du produit dont la valeur de la production annuelle au sein de l'UPI est la plus élevée. Les travaux de l'année de base 2016 sont à cours.

12. En résumé, il ressort que les travaux de rebasage pour la plupart dans les pays sont antérieurs à la réalisation de l'ERI-ESI. Le Burkina Faso et Sénégal ont réalisé des enquêtes de type 1-2-3 qu'ils ont intégré dans les comptes avant le projet ERI-ESI ; ils envisagent utiliser ERI-ESI pour les travaux en années courante et le calcul des indices. Les pays qui ont déjà achevé les travaux d'année de base ont utilisé partiellement ou non ERI-ESI pour corriger les agrégats du secteur informel dans les comptes. Il faut noter également que les enquêtes et études spécifiques du projet PSR de l'UEMOA et d'autres études sur le secteur informel ont permis d'estimer les agrégats du secteur informel dans les comptes nationaux. Par contre, les pays qui n'ont pas encore achevé les travaux de rebasage (Togo, Côte d'Ivoire, Mali), les travaux de traitement sont en cours pour mieux intégrer l'enquête ERI-ESI dans les comptes avec le bénéfice de partage d'expérience des autres pays. Quelques aspects importants ont été relevés par les pays :

- la nécessité d'utiliser les nomenclatures nationales dérivées de la NAEMA NOPEMA révision 1 dans les enquêtes de type 1-2-3 pour faciliter le passage à la nomenclature des comptes nationaux.
- la nécessité d'avoir des notes méthodologiques pour l'intégration des données dans les comptes pour l'ensemble des pays de l'Union ainsi qu'une note spécifique sur l'imputation des données de l'informel notamment.

Session 3 : Améliorations futures à apporter sur les outils techniques

13. Cette session a permis aux experts pays de proposer des améliorations futures sur la mise en œuvre d'une enquête de type 1-2-3. Les améliorations ont porté sur le dispositif d'enquête de type 1-2-3, la structure du questionnaire emploi et du questionnaire secteur informel. Il faut noter que la phase 3 dédiée à la consommation des ménages est en cours de réalisation par les INS sous la houlette de la Commission de l'UEMOA et la Banque Mondiale.

14. Il ressort que le dispositif d'enquête de type 1-2-3 doit prendre en compte :

- Une application de collecte qui permet de suivre la collecte au jour le jour et de faire les retours de terrain rapidement, de faire les transferts aux équipes rapidement, de favoriser une évolution simultanée des différentes équipes dans la même grappe, d'exécuter des programmes de contrôle par le contrôleur ;
- Un arrangement budgétaire doit tenir compte de la superficie du pays, de la densité de la population et des questions de sécurité en cours dans le pays ;
- Les dispositions idoines pour la formation du comité technique et d'une équipe technique avec des responsabilités fixées aux membres ;
- La formation d'une masse critique sur le développement de l'outil de collecte CAPI pour une bonne appropriation de ces outils ainsi que sur les nomenclatures qui sont essentielles pour l'harmonisation des statistiques au sein des Systèmes statistiques nationaux et du Système Statistique régional ;
- Une augmentation de la durée de formation avec une formation spécifique sur les nomenclatures ;
- L'organisation des ateliers nationaux et régionaux à chaque étape importante du processus ;
- La tenue des réunions trimestrielles du comité de pilotage et du comité technique ainsi que la transmission des rapports trimestriels sur l'évolution des travaux ;
- L'organisation des vidéoconférences périodiques.

15. Les outils de collecte doivent prendre en compte :

t. Questionnaire emploi :

- Eclater la question AP15 en dissociant le « syndicat » et les « associations » ;
- Possibilité après analyse des activités secondaires d'ajouter une section sur la deuxième activité secondaire ;
- Prendre en compte les personnes en emploi directement en formel et informel, au niveau des ap6a à ap6f ;
- Au niveau de la situation d'emploi, prendre en compte les travailleurs en fin de saison pour plus de 4 mois ;
- Collecter les données sur les transferts versés aux non-résidents pour être exhaustif sur les types de transferts ;
- Etudier la possibilité de prendre au mieux en compte la nomenclature des comptes nationaux dans les enquêtes.

u. Questionnaire secteur informel :

- Ajouter une section sur les consommations intermédiaires pour les activités de commerce et service ;
- Faire ressortir au niveau du code stabilité de l'emploi « Permanent à temps plein et temps partiel » et « saisonnier » ;
- Pour les activités de commerce, fusionner la section vente et achat dans le même tableau ;
- Au niveau du code destination, ajouter « Autoconsommation » et permettre de prendre les deux principales destinations des produits et deux principales origines des matières premières ;
- Au niveau du code origine, supprimer « Ménage/particulier » et les fusionner dans les modalités 3 ou 5 selon le cas.

Perspectives

16. Les Etats membres ont présenté leurs perspectives à fin décembre 2020 dans les travaux à réaliser dans la mise en œuvre du SCN 2008 et la dissémination des résultats de l'ERI-ESI:

- v. Acquisition du logiciel Progress pour ERETES par les sept (7) autres Etats restants ;
- w. Validation et diffusion des nomenclatures nationales d'activités et de produits pour les Etats suivants : le Bénin, le Burkina, le Mali, le Sénégal et le Togo ;
- x. Perspectives dans la mise en œuvre du SCN 2008 dans les Etats (Cf annexe 1 pour une situation plus détaillée par pays) :
 - Deux (2) Etats prévoient de publier les séries retropolées (Sénégal et Burkina Faso), en plus de sa production régulière des comptes définitifs et provisoires selon le SCN 2008 d'ici la fin de l'année 2019 ;
 - Trois (3) Etats prévoient de publier avant fin décembre 2019 les résultats des comptes de l'année de base et d'une ou deux années courantes (Bénin, Guinée Bissau et Niger) ;
 - Trois (3) Etats prévoient avant fin décembre 2019 la production des comptes de l'année de base (Côte d'Ivoire, Mali et Togo) et la publication des comptes rénovés en 2020 ;
- y. Réalisation des disséminations nationales des résultats de l'ERI-ESI au cours du mois d'octobre 2019 avant la dissémination régionale prévue pour novembre 2019.

17. AFRISTAT prévoit organiser trois (3) ateliers régionaux dans les mois à venir, dans le cadre des activités du PSR-UEMOA, portant sur plusieurs thématiques en vue de répondre aux besoins pressants des comptes nationaux.

- z. Du 7 au 11 octobre 2019 : Atelier régional sur l'évaluation du volet Comptabilité nationale du PSR ; bilan de la migration vers le SCN 2008, partage d'expériences et perspectives, comptes nationaux trimestriels et module ERETES, à Ouagadougou au Burkina Faso ;
- aa. Du 11 au 15 novembre 2019 : atelier régional sur le partage d'expériences dans la retropolation des comptes nationaux, à Dakar au Sénégal;
- bb. Période à déterminer : Formation sur les nouvelles normes comptables IFRS-SYSCOHADA-CIMA-PCB, en relation avec la comptabilité nationale, à Bamako au Mali (échanges avec les partenaires en vue de mettre à contribution un spécialiste de ces normes).

Recommandations

18. Au terme de l'atelier, les participants ont recommandé :

Au niveau des Etats:

1. Renforcer les services en charge de la production des comptes nationaux en ressources humaines de qualité, avec un accent particulier à la situation de la Guinée-Bissau ;
2. Mettre un accent particulier sur la formation à l'utilisation des différentes nomenclatures utilisées dans les opérations d'enquêtes en vue de répondre aux différents besoins ;
3. Accélérer la validation et la diffusion des nomenclatures nationales d'activités, de produits et des professions ;
4. Mettre en place des stratégies pour pérenniser les acquis de la rénovation des comptes nationaux (mobilisation des ressources humaines, matérielles et financières, respect des normes internationales et des délais de diffusion, etc.) ;
5. Renforcer et systématiser la collaboration entre les comptables nationaux et les statisticiens d'enquêtes au sein des INS et dans les Etats membres dans la conduite de leurs opérations et la prise en compte des besoins mutuels ;
6. Mettre à la disposition d'AFRISTAT et de la Commission de l'UEMOA la documentation technique de la conduite de l'enquête ERI-ESI et des enquêtes spécifiques réalisées dans le cadre du changement d'année de base, en vue de leur compilation dans un document dédié ;
7. Documenter les enquêtes ERI-ESI et assurer un archivage des bases de données ;
8. Transmettre les versions finales des outils techniques de l'enquête ERI ESI et les données anonymisées à AFRISTAT et à la Commission de l'UEMOA.

A l'endroit d'AFRISTAT:

1. Poursuivre le renforcement des capacités des Etats dans la production et l'analyse des résultats des comptes nationaux et des enquêtes;
2. Poursuivre l'assistance technique aux Etats membres de l'Union dans la mise en œuvre des nomenclatures révisées d'activités, de produits et des professions, en vue de leur utilisation effective par les acteurs des Systèmes Statistiques Nationaux ;
3. Elaborer une note méthodologique du processus d'intégration des données de l'enquête de type 1-2-3 (ERI-ESI) dans les comptes nationaux ;
4. Elaborer un document compilant les outils méthodologiques des enquêtes spécifiques réalisées par les Etats dans le cadre du changement d'année de base.

A l'endroit de la Commission de l'UEMOA :

1. Poursuivre la mobilisation des ressources au profit des Etats membres dans le domaine de la statistique et particulièrement de la production des comptes nationaux annuels et trimestriels ;
2. Organiser des missions d'évaluation par les pairs sur le changement d'année de base et le passage au SCN 2008 ;
3. Prolonger la convention AFRISTAT-UEMOA d'exécution des travaux statistiques du PSR 2015-2020 pour permettre la finalisation des travaux des comptes nationaux en 2020 pour les Etats ayant accusé des retards dans la rénovation de leurs comptes nationaux (Mali, Togo et Côte d'Ivoire).

Remerciements

19. Les participants ont fortement remercié AFRISTAT et la Commission de l'UEMOA pour les efforts techniques et financiers consentis pour la rénovation des comptes nationaux dans les Etats membres et la réalisation de l'enquête régionale ERI-ESI.

20. Les participants ont adressé leurs sincères remerciements au Gouvernement et au peuple du Mali pour leur hospitalité.

Conclusion et clôture de l'atelier

21. Les points saillants de l'atelier ont été présentés et adoptés par les participants.

22. A l'issue des travaux de l'atelier, il est apparu que les Etats membres sont résolument engagés dans la rénovation des comptes nationaux. A ce titre :

1. Cinq (5) pays disposent déjà des résultats des comptes de leur année de base ;
2. Trois (3) pays ont intensifié leurs travaux en vue d'obtenir les premiers résultats de l'année de base avant décembre 2019.

23. A l'horizon de la fin du PSR en décembre 2019, l'Union devrait réussir son basculement sur le SCN 2008 avec de nouvelles années de base très proches. En effet :

1. Six (6) Etats ont choisi 2015 comme nouvelle année de base ;
2. Un (1) Etat a opté pour l'année 2014 ;
3. Un (1) Etat a opté pour l'année 2016.

24. Le Directeur Général Adjoint d'AFRISTAT, a remercié les participants pour leurs contributions actives à l'atelier et a souhaité une accélération des travaux de production des comptes nationaux en vue de l'atteinte des résultats escomptés du PSR 2015-2020.

25. L'ordre du jour étant épuisé, le Directeur Général Adjoint d'AFRISTAT a clos les travaux de l'atelier.

Fait à Bamako, le 6 septembre 2019

Annexe 1 : Programme de travail

Sessions	Horaires	Jour/thèmes	Contributions
Session 0 : Ouverture de l'atelier		Lundi 2 septembre 2019	
		Présidence : AFRISTAT	
	08H 30-09H 00	Installation des participants	Tous
	09H 00-09H 15	Ouverture de l'atelier	AFRISTAT (DG)
	09H 15-09H 30	Adoption de l'ordre du jour et du programme de travail	AFRISTAT
	09H 30-10H 00	Pause café	Tous
	10H 00-10H 05	Informations d'ordre pratique	AFRISTAT
Session 1 : Expériences de conduite de l'enquête de type 1-2-3 dans les Etats	10H 05-10H30	Présentation du Bénin	Bénin
	10H 30-11H00	Présentation du Burkina Faso	Burkina Faso
	11H 00-11H 30	Présentation de la Côte d'Ivoire	Côte d'Ivoire
	11H 30-12H 00	Présentation de la Guinée Bissau	Guinée Bissau
	12H 00-12H 30	Présentation du Mali	Mali
	12H 30-14H 00	Pause déjeuner	Tous
	14H 00-14H30	Présentation du Niger	Niger
	14H30-15H 00	Présentation du Sénégal	Sénégal
	15H 00-15H 30	Présentation du Togo	Togo
	15H 30-16H 00	Echanges sur les leçons tirées de la conduite de l'enquête	Tous
	16H00-16H 15	Pause café	Tous
	16H 15-17H 00	Echanges sur les nomenclatures utilisées (professions et métiers, activités et produits)	Tous
Session 2: Processus d'intégration des résultats des enquêtes dans le changement d'année de base		Mardi 3 septembre 2019	
		Présidence : UEMOA	
	08H 30-09H 15	Expériences du Bénin	Bénin
	09H15 – 10H45	Expériences du Burkina Faso	Burkina Faso
	10H 45-11H 00	Pause Café	Tous
	11H00- 11H45	Expériences de la Côte d'Ivoire	Côte d'Ivoire
	11H45 – 12H30	Expériences de la Guinée Bissau	Guinée Bissau
	12H 30-14H 00	Pause déjeuner	Tous
	14H 00-14H 45	Expériences du Mali	Mali
	14H 45-15H 30	Expériences du Niger	Niger
	15H 30-16H 15	Expériences du Sénégal	Sénégal
	16H15-16H 30	Pause café	Tous
16H 30-17H 15	Expériences du Togo	Togo	
Session 3: Améliorations futures à apporter sur		Mercredi 4 septembre 2019	
		Présidence : AFRISTAT	
	08H 30-10H30	Recueils des améliorations sur le volet Emploi	Tous

Sessions	Horaires	Jour/thèmes	Contributions
les outils techniques	10H 30-10H 45	Pause Café	Tous
	10H 45-12H 30	Recueils des améliorations sur le volet Emploi	Tous
	12H 30-14H 00	Pause déjeuner	Tous
	14H 00-16H 15	Recueils des améliorations sur le volet Secteur informel	Tous
	16H 15-16H 30	Pause café	Tous
	16H 30-17H 15	Recueils des améliorations sur le volet Secteur informel	Tous
Session 4: Echanges de bonnes pratiques de collaboration	Jeudi 5 septembre 2019		
	Présidence : UEMOA		
	08H 30-10H 15	Recueils des améliorations sur le volet Secteur informel	Tous
	10H 15-10H 30	Pause café	Tous
	10H 30-12H 30	Echanges sur les bonnes pratiques en matière de collaboration entre statisticiens d'enquête et comptables nationaux	Tous
	12H 30-14H 00	Pause déjeuner	Tous
Session 5 : Conclusions	14H 00-15H 30	Formulation et adoption des recommandations, divers Rédaction des relevés de conclusions	AFRISTAT/UEMOA/BCEAO
	15H 30-15H 45	Pause café	Tous
	15H 45-17H 00	Rédaction des relevés de conclusions	AFRISTAT/UEMOA/BCEAO
	Vendredi 6 septembre 2019		
	Présidence : AFRISTAT		
	09H 00-10H 00	Perspectives	Tous
	10H30-12H30	Adoption des points saillants et clôture de l'atelier	Tous

Annexe 2 : Point des activités sur la mise en œuvre du Système de comptabilité nationale 2008 (SCN 2008) dans les Etats membres et perspectives

Pays	Année de base choisie	Situation actuelle	Perspectives à fin 2019	Perspectives en 2020
Bénin	2015	Comptes définitifs 2015 et 2016 élaborés et 2017 en cours	<ul style="list-style-type: none"> • Publication des résultats du changement de l'année de base et de mise en œuvre du SCN2008 • Finalisation de la rétropolation des comptes de 1999 à 2014 selon le SCN2008 • Élaboration des comptes définitifs de l'année courante 2017 et provisoires 2018 • -Élaboration de la MCS 2015 selon le SCN 2008 • - Élaboration des CNT 	<ul style="list-style-type: none"> • Rétropolation des comptes selon le SCN2008 jusqu'en 1982 • -Elaboration des comptes définitifs 2018 et provisoires 2019 • - Élaboration et publication régulière des CNT • Réflexions pour la nouvelle année de base 2020 • Elaboration des TDRs du Recensement Général des Entreprises • Exploitation des données des grandes opérations : Recensement National de l'Agriculture (RNA), ERI-ESI et EHCVM • Organisation de l'enquête sur les consommations intermédiaires • - Organisation de l'enquête sur les marges de commerce et de transport

Pays	Année de base choisie	Situation actuelle	Perspectives à fin 2019	Perspectives en 2020
Burkina Faso	2015	<ul style="list-style-type: none"> Comptes définitifs 2015 élaborés et 2016 en cours Comptes provisoires 2017 en cours Rétropolation des ERE et des comptes de branche en cours 	<ul style="list-style-type: none"> -Elaboration des comptes définitifs de 2016 et provisoires 2017 -Rétropolation des comptes de branche, TRE et TCEI -Atelier de dissémination des comptes nationaux selon le SCN 2008 Enquêtes pour les besoins de la Comptabilité nationale (ISBL, marges commerciales, de transports, etc.) 	<ul style="list-style-type: none"> -Elaboration des comptes définitifs de 2017-2018 et provisoires de 2019. -Elaboration du TRE avec contenu en importations -Migration des CNT selon le SCN 2008-
Côte d'Ivoire	2015	<ul style="list-style-type: none"> Intégration des données d'enquêtes spécifiques Collecte et traitements des données sources achevés Travaux décentralisés réalisés Pré arbitrage achevés des comptes 2015 Travaux de synthèse des comptes 2015 en cours	<ul style="list-style-type: none"> Elaboration de la nouvelle année de base à fin août 2019; Elaboration de la première année courante fin septembre 2019 	<ul style="list-style-type: none"> Elaboration des comptes de l'année courante 2017, Démarrage des travaux de retropolation de la série des comptes 1996-2014 (Décembre 2019-mars 2020); Finalisation des travaux de retropolation, Démarrage des travaux d'alignement des comptes nationaux trimestriels (Avril-Juin 2020); Travaux de publication des nouvelles séries de CNA et CNT selon le SCN 2008, Validation, diffusion et dissémination des résultats (Juin-Aout 2020).
Guinée Bissau	2015	Comptes définitifs 2015, 2016 et 2017 élaborés	<ul style="list-style-type: none"> Finalisation des notes sur la nouvelle base 2015 et l'année courante 2016 et diffusion des données en même temps que les séries réropolées; Achèvement des travaux des comptes définitifs de 2017; Mise en place d'un dispositif d'élaboration des comptes annuels provisoires de 2018 à la fin du mois d'août 2019 	<ul style="list-style-type: none"> Elaboration des comptes définitifs 2018 et provisoires 2019 ; Réflexion pour un prochain rebasage.
Mali	2015	Collecte et traitements des	<ul style="list-style-type: none"> -Finalisation des travaux de traitement des données 	<ul style="list-style-type: none"> Elaboration de la première année

Pays	Année de base choisie	Situation actuelle	Perspectives à fin 2019	Perspectives en 2020
		données sources de 2015 en cours	<ul style="list-style-type: none"> sources disponibles au plus tard fin octobre 2019 ; -Elaboration des comptes nationaux de l'année de base 2015 selon le SCN 2008 au plus tard fin décembre 2019 ; -Préparation des données sources de la première année courante 2016; 	<ul style="list-style-type: none"> courante 2016 des comptes nationaux selon le SCN 2008 d'ici fin mars 2020 ; -Rétropolation des nouveaux comptes selon le SCN 2008 au plus tard à la fin du mois de juin 2020.
Niger	2015	Comptes définitifs 2015 et 2016 élaborés et 2017 en cours Comptes provisoires 2017 et comptes rapides 2018 disponibles	<ul style="list-style-type: none"> Atelier de dissémination des résultats 2015-2016 Rétropolation des séries des comptes nationaux 2000-2014 suivant la nouvelle base; Elaboration des comptes définitifs 2017 Poursuite des travaux sur les comptes trimestriels (Stabilisation des indicateurs). 	<ul style="list-style-type: none"> Finalisation de la retropolation jusqu'à 1970 Poursuite des publications régulières suivant la nouvelle base et le SCN 2008. Conception d'un programme de saisie des DSF selon le nouveau format SYSCOHADA Production des comptes nationaux trimestriels
Sénégal	2014	Comptes définitifs 2014-2016 et provisoires 2017 élaborés, Travaux de retropolation en cours	<ul style="list-style-type: none"> Elaboration des comptes définitifs 2017 et provisoires 2018 ; Finalisation de la réropolation de la série 1999-2013 Publication de la note méthodologique d'élaboration des comptes nationaux ; Publication de la nomenclature nationale d'activités et de produits du Sénégal Publication de la macro MCS Finalisation des rapports des enquêtes sectorielles (ERI-ESI, EMSAS, EMTRAAS, EMISBLSM) ; 	<ul style="list-style-type: none"> Elaboration des comptes définitifs 2018 et provisoires 2019 ; Rétropolation de la série 1980-1998 Réalisation des TRE trimestriels ; Initier la réflexion sur la prochaine année de base Publication de la nouvelle série (1980-2017)
Togo	2016	Synthèse finale des comptes	<ul style="list-style-type: none"> Elaboration des comptes de l'année de base 2016 : 	<ul style="list-style-type: none"> Finalisation des comptes de la première

Pays	Année de base choisie	Situation actuelle	Perspectives à fin 2019	Perspectives en 2020
		de l'année de base 2016 en cours	premiers résultats disponibles en mi-septembre 2019 ; • Démarrage des comptes de la première année courante 2017;	année courante 2017; • Dissémination des résultats des deux années de comptes en février 2020; • Démarrage des chantiers de retopolation et celui des CNT.

Annexe 3 : Liste des participants

N°	Prénoms et Nom/ Name	Pays/ Country	Tél.	Email
1	Coffi Corneille DESSOUASSI	BENIN	+ 229 97 981396	cdessouassi@insae-bj.org
2	A. Martinien DANSOU	BENIN	+ 229 95 974545	mdansou@insae-bj.org
3	Calixte MAHOUGBE	BENIN	+ 229 96 176470	cmahougbe@insae-bj.org
4	Mme Fati ZOURE	BURKINA FASO	+ 226 78 062473	fazourti@yahoo.fr
5	Badou BAKO	BURKINA FASO	+ 226 70 094683	jpbako87@gmail.com
6	Hervé GUENE	BURKINA FASO	+ 226 71 315352	zhguene@gmail.com ; hguene@yahoo.fr
7	Koto Mathias DOUEU	CÔTE D'IVOIRE	+ 225 07 395441	dou75eu@yahoo.fr
8	Michel AMANI	CÔTE D'IVOIRE	+ 225 47 972213	michelamani_insci@yahoo.fr
9	Jean Noël NGUESSAN	CÔTE D'IVOIRE	+ 225 49 293928	jeannoelnguessan@gmail.com
10	Senhor Idilio Marciano SOUSA CORDEIRO	GUINEE BISSAU	+ 245 95 5352044	idilioru@yahoo.com.br
11	Baten BIAGUE	GUINEE BISSAU	+ 245 96 678488	batenbiague@gmail.com
12	Suande CAMARA	GUINEE BISSAU	+ 245 96 6658523	suandec@yahoo.com.br
13	Amadou KONE	MALI	+ 223 75 136598	amadou.kone16@gmail.com
14	Mme Kadidia TRAORE	MALI	+ 223 76 350249	kadette.ml@gmail.com
15	Adama Nama SANOGO	MALI	+ 223 76 018523	saadnazie@yahoo.fr
16	Alio DANGANA	NIGER	+ 227 96 598079	adangana@ins.ne
17	Laouali CHAIBOU	NIGER	+ 227 90 2802212	claouali@ins.ne
18	Boukari SOFIANI	NIGER	+ 227 97 390709	bsofiani@ins.ne
19	Mamadou Ngalgou KANE	SENEGAL	+ 221 33 8692139	MamadouNgalgou.KANE@ansd.sn
20	Nalar Kouady Serge MANEL	SENEGAL	+ 221 77 7157553	Serge.MANEL@ansd.sn
21	Abdou Aziz DIOUF	SENEGAL	+ 221 77 6818693	ext.Abdou.DIOUF@ansd.sn
22	P'lanam Germain FAROUH	TOGO	+ 228 93 392271	farouhplanam@gmail.com
23	Kodjovi Djigbodi NATOR	TOGO	+ 228 91 128323	natche2010@yahoo.fr
24	Lamègou François BADJADOUNA	TOGO	+ 228 91 714908	lamegou.badjadouna@gmail.com
25	Kokou ABAH	BCEAO/ DAKAR	+ 221 77 74 88653	kabah@bceao.int
26	Namaro YAGO	UEMOA	+ 226 78 828491	nyago@uemoa.int
27	Ibrahima SORY	AFRISTAT	+ 223 75 909319	sory@afristat.org
28	Djabar ADECHIAN	AFRISTAT	+ 223 79 827821	adechian@afristat.org